



COMPTE-RENDU CTL du 24 juin 2021

« BABACHES ET BELOUS A LA LOUCHÉE »

La réunion s'ouvre par la lecture de la liminaire de Solidaires Finances Publiques 54 abordant le thème du malaise au sein de notre administration suivie de celle de la CGT.

M Gautier nous répond qu'il se félicite du renforcement de la DGFIP par l'absorption de missions relevant d'autres ministères (taxes douanières et taxes d'urbanisme). La crise sanitaire aurait montré la place centrale de notre administration comme instance indispensable de soutien aux entreprises. Le professionnalisme des agents aurait été mis en évidence, notre technicité progresserait avec une formation initiale et continue de qualité... Il appuie ses propos en insistant sur les résultats des sondages qui révéleraient la hausse du niveau de satisfaction des agents et des usagers.

Bref, tout augmente. Exceptés le point d'indice, les emplois, les garanties et promotions des agent.e.s. Quant à la satisfaction des agent.e.s, saturé.e.s de sondages qui n'aboutissent jamais à rien, elles et ils ne daignent plus y participer. Satisfaction? I can't get no.

Cette remarque déplaît à M Gautier qui rétorque : « Chacun à sa place, chacun son rôle... ».

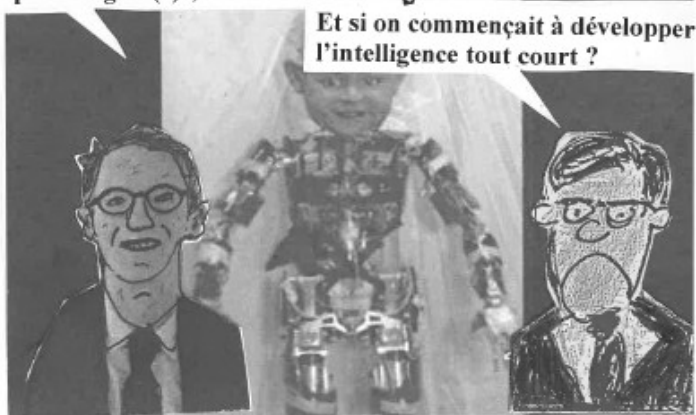
Stratégie relation usager et adaptation des horaires et modalités d'accueil des centres des finances publiques.

Le représentant de la Direction, certainement transmuté directement de la planète Mars, tellement la réalité quotidienne des agent.e.s lui semble venue d'une autre planète, débite ses arguments sur la mise en place des modifications dont le but est de « répondre aux attentes du public, être plus réactifs et adaptés aux besoins, poursuivre l'amélioration de la qualité du service rendu »...

Dans les faits, la DDFIP 54 propose de réduire à 24 heures hebdomadaires l'ouverture au public, 20 heures dans les services situés dans les communes de moins de 10.000 habitants, avec un maximum de 50 % d'accueil sur rendez-vous. L'accueil sans rendez-vous est supprimé dans les SIE et dans le service départemental de l'enregistrement, aucun accueil n'est prévu au SPF. L'accueil téléphonique est privilégié avec une amplitude d'au moins 30 heures par semaine (6 heures par jour).

Solidaires Finances Publiques 54 souligne l'explosion du nombre d'appels téléphoniques dans les services. Cette augmentation, couplée à l'accueil physique, et aux baisses d'effectifs font que les **agent.e.s** craquent complètement. Faute de personnel en nombre suffisant, ce sera ne quittez pas, je vous passe le répondeur...

Nous allons développer l'intelligence artificielle. Premier avantage : plus de souci avec l'écriture inclusive, il n'y aura plus d'agent(e)s, seulement des e-agents.



Le Centre de Contact n'est pas calibré pour répondre efficacement durant le temps d'une période exceptionnelle de forte sollicitation.

Solidaires Finances Publique 54 souligne la contradiction dans le discours de M le Président. D'une part, il loue au plus haut la satisfaction des usagers, et d'autre part, stigmatise des usagers de plus en plus exigeants nécessitant une formation accrue des agent.e.s sur la conduite des entretiens face à face ou téléphonique (doux euphémisme).

Quant aux EFS les animatrices et animateurs ne se voient proposer qu'une demie-journée de formation, et de ce fait, ne peuvent répondre qu'à des questions d'ordre général. Les demandes particulières ou plus techniques, pour lesquelles les contribuables se déplacent, obligent les animatrices et animateurs à contacter le référent DGFIP, qui doit parfois répondre 4 fois à la même question. Que de temps perdu ! A cela s'ajoutent des problèmes de connectivité, y compris avec des clés 4G. La ou le collègue présent.e dans l'EFS, même si elle ou il a les compétences pour répondre à l'utilisateur, est parfois obligé.e d'appeler ses collègues au bureau faute de connexion internet. Que de temps perdu ! Les témoignages tracent l'image d'un système dévoyé dans lequel les finances passent mal, les usagers réclamant du social. En conclusion, il s'agit d'une charge de travail supplémentaire à gérer avec effectif contraint.

Solidaires Finances Publiques 54 alerte la direction sur les problèmes de sous-effectifs au SIP de Longwy amplifiés par le nombre de déclarations de revenus à retraiter en raison de la nouvelle convention franco-luxembourgeoise. De plus, est-il normal que les quittus établis à Longwy le soient par un EDR, épaulé par 1 service civique et un apprenti ?

M. Gautier admet que le nombre d'arrêts maladie d'agent.e.s de ce SIP entraîne certains dysfonctionnements. « On bricole un peu là-bas » (Sic). « Nous faisons jouer la solidarité des autres services, comme lors du 1^{er} confinement où les services de contrôle, mis en sommeil temporairement, ont épaulé d'autres services. » Prendre les agent.e.s pour des marmottes en hibernation, fallait oser... dans la digne rhétorique d'Amélie de Montchalin (en dehors de la campagne, les agents s'ennuient), démontre plus qu'une méconnaissance de nos missions, un véritable mépris.

Solidaires Finances Publiques 54 pointe les contradictions entre les propositions d'accueil présentées et les engagements du Groupe de Travail accueil des 22 et 23 octobre 2020 et de la note Bureau GF-3B du 27 janvier 2021 (ouverture minimum de tous les services).

Nous interrogeons la direction afin de savoir si un bilan et une enquête ont été faits auprès des agent.e.s, des usagers particuliers et professionnels. Si oui, quels en sont les résultats, si non quelle est la légitimité de l'administration pour parler à leur place au sujet de leurs supposés souhaits et satisfaction ?

Solidaires Finances Publiques 54 demande si les agent.e.s d'accueil du SIP à la Cité Administrative devront répondre aux questions généralistes relevant du SIE ou du SPFE, vu que ces services n'accueillent plus sans rendez-vous. M Gautier indique qu'elles et ils n'auront pas cette charge et que chaque service continuera à gérer ses usagers.

Solidaires Finances Publiques 54, comme les autres organisations syndicales, vote contre cette nouvelle attaque du service au public.

Nouveau réseau de proximité et opérations de réorganisation des services au 01/09/2021

Suppression de la Trésorerie d'Audun le Roman à compter du 01/09/2021. Les missions seront reprises par le Service de Gestion Comptable du Val de Briey. Si toutes les charges de 23 communes et un EPCI (soit 23 000 habitants) seront transférées, un seul cadre B accepte de suivre la mission.

Suppression de la Trésorerie d'Haroué à compter du 01/09/2021. Les missions seront reprises par la Trésorerie de Vandoeuvre Collectivités. Les 3 agent.e.s actuellement en fonction suivront leur emploi. Les locaux d'Haroué seront conservés (au moins jusqu'en 2026) offrant ainsi la possibilité de travail à distance 3 jours par semaine.

Rattachement de l'EPS de Ravenel (Vosges) à la Trésorerie du CHU de Nancy. L'activité de gestion de l'EPS de Ravenel est évaluée à 2 emplois dont l'affectation sera réalisée en 2022. Dans l'attente, un soutien à distance sera apporté par la trésorerie hospitalière d'Epinal jusqu'au 31 août 2022.

L'installation se fera au 7ème étage de l'Hôtel des Finances au moins jusqu'à la fusion avec la trésorerie du CPN de Laxou (01/09/2022) avant un transfert vers la Cité Administrative (fin 2023).

Laxou, Hôtel des Finances, Cité Administrative, Caserne Thiry... L'administration a-t-elle prévu un GPS dans le paquetage des agent.e.s ?

Solidaires Finances Publiques 54 demande que le transfert de la trésorerie d'Essey soit acté en CTL. M le Président refuse et nous oppose le CTL du 19 novembre 2020 qui le prévoyait au 1^{er} janvier 2021. Solidaires Finances Publiques 54 rappelle le cadre réglementaire : le projet antérieur étant caduque, un nouvel avis s'impose.

Nous constatons que la DDFIP 54 applique avec désinvolture ses obligations réglementaires. Le Ministre de l'époque avait décidé qu'aucune fermeture de trésorerie ne se ferait sans l'accord des élu.e.s. Or, M le Président nous présente des projets finalisés sans que les chartes d'engagements avec les élu.e.s soient toutes signées, et avant la sortie des Arrêtés Ministériels.

Solidaires Finances Publiques 54, comme les autres organisations syndicales, vote contre ces opérations de désorganisation des services.

Actualisation du Tagerfip au 1^{er} septembre 2021

Elle concerne le transfert des 5 emplois de la Trésorerie d'Essey (1A, 2B, 2C) vers celle de Nancy Municipale au 1^{er} septembre 2021 et la transformation d'un emploi d'IP administratif en IP Conseiller aux décideurs locaux Métropole du Grand Nancy.

Solidaires Finances Publiques 54 en a assez que les agent.e.s soit considéré.e.s comme des pions, déplacé.e.s au gré des restructurations.

Solidaires Finances Publiques 54, comme les autres organisations syndicales, vote contre cette actualisation, en cohérence avec sa position sur le NRP.

Transfert de résidence des BDV

Les deux brigades de vérification de Nancy déménagent à Lunéville le 1^{er} septembre 2021 dans le cadre de la relocalisation d'emplois de la DGFIP en dehors des métropoles.

Solidaires Finances Publiques 54 s'interroge : s'il fallait assurer la présence d'agent.e.s sur le site de Lunéville, pourquoi avoir supprimé d'autres services comme le SPF ou le SIE ? A cette question très basique, la direction a été incapable de justifier son illogisme.

Solidaires Finances Publiques 54, comme les autres organisations syndicales, vote contre ce transfert.

Fusion des SPF au 18 octobre 2021

La fusion des SPF de Nancy 2 (Toul), Briey et Lunéville et du SPFE de Nancy sera effective le 18 octobre 2021 avec pour siège Nancy.

Les collègues de Lunéville partageront leur temps de travail entre Nancy (2 jours minimum peu importe qu'ils-elles soient à temps partiel ou non) et du travail à distance.

Le site de Briey voit sa voilure se réduire au fil des réunions. A l'origine prévu pour être le siège du service fusionné, il se réduit en antenne pérenne avec renforcement des effectifs, puis se fond en antenne pérenne provisoire, pour finalement se dissoudre en antenne à ce stade non pérenne.

Les emplois sur les SPF de Lunéville et Briey n'étaient déjà plus proposés dans le mouvement local.

Questions à se poser, les agent.e.s positionné.e.s sur « une antenne à ce stade non pérenne » bénéficient de quelles garanties ?

Lors du groupe de travail du 25/05/2021, M Sauvage avait répondu favorablement à notre demande d'inclure un volet « conditions de vie » dans lequel seraient recensées les personnes qui subiraient une modification de leurs conditions de travail (trajet, restauration, parking, accès transports en commun...). Or, ce volet est totalement absent des documents présentés.

Solidaires Finances Publiques 54, comme les autres organisations syndicales, vote contre ces suppressions d'implantations.

Questions diverses et avariées

Réorganisation services de direction : pilotage unique du pôle gestion fiscale et du pôle gestion publique.

Parité femmes hommes : nous faisons aimablement remarquer que la parité qui nous est imposée à juste titre pour les élections, ne semble pas une préoccupation des représentants de l'administration.

Locaux CFP de Toul : la Sous-Préfecture s'intéresse aux surfaces disponibles. M Gautier précise que la densification du bâtiment ne constitue pas une urgence. Heureusement, avec les suppressions et gel de postes, la DDFIP 54 est vaccinée contre la densification abusive.

Budget participatif : 43 idées ont été recensées, un tri sélectif sera fait ultérieurement par un comité de pilotage. Les projets retenus seront soumis au vote de toutes et tous. Ce qui à l'origine était un processus de démocratie participative, est dénaturé en vote sur des gadgets, alors que la démocratie au travail est de plus en plus bâillonnée, suppression de CAPL, fusion CT CHS-CT...

Messages aux agent.e.s : Solidaires Finances Publiques 54 informe M le Président que les messages à destination des Agent.e.s adressés par le biais des chefs de service, n'arrivent pas toujours à leurs destinataires. Nous proposons donc qu'ils leur soient transmis directement.

Solidaires Finances Publiques 54 vous souhaite de bonnes vacances et sera toujours présent lors de votre retour dans les services en septembre pour vous informer, vous représenter et vous défendre.

Pour nous contacter : solidairesfinancespubliques.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr

contact@solidairesfinancespubliques.org